Comme en 2008,
le PDG casse l'établissement et prendra la fuite

« Il n'y aura pas de deuxième vague », c'est tout le contraire que nous annonce le PDG qui achève le travail commencé par le préfet Bisch et qui tout comme lui sera remplacé une fois le démantèlement engagé, abandonnant encadrement et personnel à la dérive.

Par sa rhétorique, ses approximations, ses détournements le PDG tente de nous convaincre que tout va bien se passer, bref il nous prend pour des idiots au point que ça en devient humiliant.

Des recrutements ? Aucun engagement du ministère

Le PDG nous manipule en laissant croire que grâce aux interventions des syndicats auprès du cabinet du ministère nous avons obtenu la trajectoire des effectifs pour la durée du COP. Le ministère ne s'est prononcé que sur une baisse de 2,5% des effectifs en 2017, nous faisant miroiter une atténuation minime si nous étions "gentils" avec le PDG pour l'aider à faire passer le COP sans vagues.
Le PDG n'a aucun mandat du ministère pour nous promettre 450 recrutements dans les années à venir, c'est la raison pour laquelle il ne l'écrira jamais dans un document qui engage l'établissement. Voilà pourquoi il élude systématiquement cette question lors des conférences.

L'automatisation de toute la production ? Un choix idéologique

En prenant brutalement la décision d'automatiser complètement la production, le PDG désavoue complètement la démarche entreprise depuis plus d'un an par l'encadrement technique et les équipes pour faire évoluer l'expertise et la supervision des champs modèles.

Les chantiers n'étaient qu'un rideau de fumée destiné à maquiller la volonté de faire de Météo-France un fournisseur de données publiques à l'usage du secteur marchand tout en réduisant son domaine d'activité opérationnelle à la sécurité des personnes et des biens. Sécurité des Personnes et des biens prise dans son acception la plus réduite quand on voit que Predict, entreprise privée dont l'actionnaire majoritaire est Airbus, est vanté par notre PDG et notre ministre comme l'exemple à suivre.

Des « pools » de prévisionnistes qui travaillent en « étoile » ? Il ne restera que 2 ou 3 postes de prévision par DIR

Avec l'automatisation totale, il ne reste que des prévisionnistes conseils qui n'ont même pas d'activité clairement définie, car le PDG a admis qu'il n'était pas en mesure d'identifier des secteurs d'activité suffisamment importants pour créer des pôles de compétence.
En réduisant le secteur public opérationnel quasiment à la vigilance, c'est à dire au mieux aux CPR en région, toute l'activité de conseil est orientée vers des prestations commerciales.
Sachant que le commerce ne représente que 8% de notre budget et que la partie la moins rentable va être complètement automatisée, quelle est la masse d'activité qui restera aux prévisionnistes conseils ? Deux, trois, quatre postes de semi-permanent ? Le PDG se garde bien de répondre à cette question et il refuse d'admettre sa conséquence logique : il n'y aura pas de recrutements en DIR.

Des projets de réorganisation par DIR ? Les DIR abandonnées et menacées

Fermeture progressive de tous les CM, réorganisation autour des seuls CMIR : l'absence de projet fonctionnel sérieux pour les régions saute aux yeux, aucune structure cohérente avec les institutions, avec l'organisation administrative du pays, pour répondre aux citoyens en termes de prévision, d'observation, de climatologie, d'étude, de renseignement. Météo-France se retire du territoire, s'éloigne de la population et des institutions. Toute l'activité des chefs de centre en terme de représentation de

l’établissement dans les secteurs météo-sensibles sur l'ensemble du territoire ne pourra pas être reprise par le CMIR.
Le CMIR ne pouvant remplacer un tissu d'implantations dense et cohérent, c'est son existence même qui est menacée car il va travailler « à distance » de ses usagers et clients, tout comme le pourrait un centre unique national.

Le PDG n'assume tellement pas cette réforme qu'il laisse les DIR/D gérer seuls la mise en œuvre de cette débâcle technique et sociale .

Des agents qui « pourront rester toute leur vie en télétravail » ? Le mépris.

Afin d'apaiser les agents, le PDG déclare sans cesse qu'ils ne seront pas impactés dans leur vie personnelle et qu'ils pourront continuer à travailler à distance aussi longtemps qu'ils le veulent. Cela lui permet surtout d’éviter les réactions désagréables qu'il aurait pu rencontrer avant la fin de son mandat.
Ce n'est certainement pas dans le COP que de tels engagements seront pris. Qui peut croire que les futurs PDG laisseront 1 ou 2 agents dans un centre à distance ? Qui peut croire que le prochain rapport de la Cour des comptes ne remettra pas en cause les centres ouverts avec 1, voire 2 agents.
En terme de conditions de travail, le PDG se dégage de toute responsabilité : s'il devient insupportable de travailler seul dans son centre, l'agent pourra faire le choix de partir de lui-même ,,,et d'assumer ainsi la fermeture de son centre !

Entre 5 et 18 Centres de Prévision Aéronautique ?

Automatisation de l'observation, bientôt automatisation d'une grande partie des TAF (cf. notre analyse de la vision à 10 ans), ni le PDG ni ses adjoints n'osent exposer publiquement l'aboutissement de la logique qu'ils promeuvent au niveau de l'OACI.

Arpège menacé ? Bientôt AROME couplé au CEP

Tout comme son prédécesseur, le préfet Bisch, le PDG met en avant AROME pour justifier tous les choix en terme d'organisation de la prévision auprès du ministère et notamment l'automatisation. Cette fois-ci, c'est AROME PI/PE, à tel point qu'il projette de ne plus utiliser que ce modèle pour automatiser totalement la production à courte échéance. Cela est fait sans aucune démarche scientifique, sans tenir compte des mises en garde des agents qui conçoivent ou utilisent ce modèle, et au mépris total de la production qui en découlera.

La deuxième orientation est la mise en avant du modèle CEP pour la moyenne échéance.

Cela est tout à fait cohérent avec le positionnement que prend Météo-France dans le partage des activités météorologiques européen qui s'est fait dans le cadre du projet Copernicus.
Dans le document « vision prospective à 10 ans » nous relevions que la direction estimait que le modèle ARPEGE pouvait être maintenu car « rentable » du fait qu'il partageait du code avec le CEP
La direction cherche à limiter l'utilisation d'ARPEGE à la recherche et au changement climatique. Elle a pour objectif de restreindre nos capacités opérationnelles à de la modélisation de petite échelle, appauvrissant les choix techniques qui nous permettent de répondre aux attentes des usagers. Des orientations qui compromettent, à terme, notre compétence en matière modélisation globale.

MÉTÉO-FRANCE MÉRITE D’ÊTRE DÉFENDU AVEC AMBITION

CETTE REFORME PITOYABLE PEUT ÊTRE STOPPÉE POUR CONSTRUIRE UN SERVICE PUBLIC MÉTÉOROLOGIQUE DE POINTE PARTOUT ET POUR TOUS